

R F A S

Revue française des affaires sociales

Les 80 ans de la revue

Une mise en perspective
des politiques sociales et de santé

2026-2, AVRIL-JUIN

2026
N°2
AVRIL-JUIN

LES 80 ANS DE LA REVUE

UNE MISE EN PERSPECTIVE DES POLITIQUES SOCIALES ET DE SANTÉ

R F A S

Revue française des affaires sociales

La **documentation** Française

R F A S

Revue française des affaires sociales

AVRIL-JUIN 2026

Ministère du Travail et des Solidarités
Ministère de la Santé, des Familles, de l'Autonomie et des Personnes handicapées
Ministère de l'Action et des Comptes publics

Comité de lecture

Dominique Acker, Yaëlle Amsellem-Mainguy, Cyprien Avenel, Jean-Claude Barbier, Pierre-Yves Baudot, Daniel Benamouzig, Pierre Blavier, Pierre-Louis Bras, Elisabetta Bucolo, Anne-Cécile Caseau, Romain Delès, Patrice Duran, Caroline Frau, Virginie Gimbert, Magali Guégan, Laurene Joly, Stéphanie Laguérodié, Frédéric Le Marcis, Dominique Lhuillier, Lucie Michel, Jean-Luc Outin, Maurice-Pierre Planel, Constance Prieur, Julien Reys, Abdia Touahria-Gaillard, Stéphanie Vandentorren, Simeng Wang.

Directeur de la publication: Thomas Wanecq

Secrétaire général: Nicolas Eyguesier

Collaborateurs scientifiques: Nicolas Chambon, Camille Hamidi

Chargées d'édition: Sabine Boulanger, Sidonie Han

Gestionnaires administratifs: Sabine Boulanger, Cédric Nevejans

Secrétariat de rédaction: Reine Bellivier

Mise en page: Transfaire

Traduction: Fluent Planet

Les appels à contribution, les recommandations aux auteur·rices et les informations sur les numéros à paraître sont disponibles sur : <https://drees.solidarites-sante.gouv.fr/article/revue-francaise-des-affaires-sociales-rfas>

Adresse: 78-84, rue Olivier de Serres, 75739 Paris cedex (CS 59234) – B1135

Contact: rfa-drees@sante.gouv.fr

Conception graphique: Atelier Philippe Bretelle (maquette intérieure) et Julie Eneau (maquette de couverture)
Tous droits de traduction, de reproduction et d'adaptation réservés dans tous pays.

© Revue française des affaires sociales

ISSN: 00352985

Sommaire

LES 80 ANS DE LA REVUE

- 7 Preamble**
Thomas Wanecq
- 9 Avant-propos**
Nicolas Eyguesier
- 21 [ENTRETIEN] « Beaucoup de gens me disaient : “Ah, mais cette revue existe encore ?” »**
Aurore Lambert

ARTICLES

- 29 Le plan français de Sécurité sociale (1946)**
Pierre Laroque
- 41 La réalisation du plan de Sécurité sociale (1946)**
Ambroise Croizat
- 53 [POINT DE VUE] Une complémentarité décisive. Croizat et Laroque dans la *Revue française du travail* (1945-1947)**
Léo Rosell
- 73 Un aspect particulier de la politique de l'emploi : le reclassement professionnel des diminués physiques (1950)**
Alfred Rosier
- 95 Entre universalisation et spécialisation du handicap : quatre-vingts ans d'action publique pour l'emploi des personnes handicapées**
Louise Pasquiers
- 115 Les effets de la pollution de l'environnement sur la santé (1975)**
Simone Veil
- 121 Santé environnementale et action publique en France : une lecture à partir de Simone Veil**
Aurore Lambert

- 137 Vie précaire et solidarité (1979)**
Agnès Pitrou
- 149 La première apparition de la notion de « précarité » dans les politiques sociales en France**
Jean-Claude Barbier
- 167 L'apport des « gender studies ». La singularité française (1995)**
Françoise Collin
- 177 Questionner la « singularité française » des études de genre avec Françoise Collin**
Sandrine Dauphin
- 197 Les mourants en prison (1997)**
José Polo Devoto
- 201 Les soins en prison, trente ans après la réforme. Un effet en demi-teinte**
Aline Chassagne
- 219 La lutte contre la pauvreté et le revenu minimum garanti, rétrospective de quelques analyses publiées dans la RFAS**
Stéphanie Laguérodié et Jean-Luc Outin
- 243 La deuxième vie du traumatisme psychique. Cellules médico-psychologiques et interventions psychiatriques humanitaires (2004)**
Estelle d'Halluin, Stéphane Latté, Didier Fassin, Richard Rechtman
- 261 Les métamorphoses du traumatisme psychique**
Gwen Le Goff et Nicolas Chambon
- 283 La décentralisation de l'action sociale. L'irrésistible ascension du « département providence » (2004)**
Robert Lafore
- 299 Retour vers le futur de la décentralisation de l'action sociale et du « département providence »**
Cyprien Avenel
- 323 Présentation des autrices et auteurs**

LES 80 ANS DE LA REVUE
UNE MISE EN PERSPECTIVE
DES POLITIQUES SOCIALES ET DE SANTÉ

PRÉAMBULE

Thomas Wanecq

Quelques mois après la Sécurité sociale, à laquelle son histoire est liée, la *Revue française des affaires sociales* fête ses 80 ans. C'est un âge vénérable, presque intimidant, qui évoque la sagesse et commande le respect. Par comparaison la Drees, direction statistique qui l'héberge et en assure la publication, n'en a pas encore fini avec la vingtaine. Mais aux âmes bien nées...

Pour reprendre le mot de Philippe Séguin dans le numéro anniversaire de 1986, la revue est une « institution ». Déjà en 1946, son premier comité éditorial impressionne : on y retrouve Lucien Febvre, cofondateur des *Annales* avec Marc Bloch, René Cassin, juriste de la France Libre et père de la Déclaration universelle des droits de l'Homme et Léon Jouhaux, syndicaliste résistant et prix Nobel de la paix. Sans oublier les deux figures tutélaires de la Sécurité sociale, Pierre Laroque et Ambroise Croizat (dont les textes fondateurs sont reproduits dans ce numéro). La République sociale est en chantier et la revue lui sert de cabinet d'études. Sans exagérer, on a pu parler « d'années fastes ».

Bien sûr, il y aura des avanies, des avatars (elle fut fondée sous le nom de « Revue du Travail »), des « années faibles » et même une année sans parution mais la continuité s'impose et le projet, ambitieux, reste le même : offrir un espace de réflexion sur la conduite des politiques sociales ; permettre, aux hauts fonctionnaires d'abord puis petit à petit aux chercheurs et aux experts, de confronter leurs analyses et de prendre du recul, de s'exprimer sur les grands enjeux du moment et surtout d'anticiper ceux qui viennent.

Au début du siècle, une autre fondatrice, Mireille Elbaum – elle fut la première directrice de la Drees – crée le comité de lecture de la revue, qui acte son « tournant scientifique » et marque son ambition éditoriale. Comme souvent, ses orientations seront reprises par ses successeurs et l'idée d'une revue scientifique indépendante et pluridisciplinaire sera assumée et défendue par les responsables de la statistique publique, jusqu'à paraître une évidence. Il faut souligner à ce titre le rôle important joué par les secrétaires généraux (et leurs équipes) qui sont au cœur de cette intégration de la revue et notamment deux d'entre eux, Aurore Lambert et Nicolas Eyguesier que vous retrouverez dans les pages qui suivent.

Ce compagnonnage entre la RFAS et la Drees repose sur une conviction et sur un pari. La conviction que ceux qui analysent les politiques sociales et ceux qui les déploient ne doivent pas s'ignorer, d'autant que le dialogue et la confrontation des idées entre la recherche et l'administration peuvent être fructueux. Le pari que l'espace où s'est en partie pensée la protection sociale dont nous avons hérité peut aussi être celui où l'on discutera celle que nous aurons à bâtir. Vaste programme.

Aujourd'hui, comme hier, la *Revue française des affaires sociales* est un outil, pour les chercheurs et les étudiants, en France et à l'étranger, pour les décideurs, pour les acteurs de la protection sociale et pour ses bénéficiaires, pour les citoyens qui veulent comprendre le monde dans lequel nous vivons et participer à un débat public exigeant, fondé sur la rationalité et la possibilité d'un dialogue. Participer à ce débat public-là est la raison d'être de la RFAS.

Alors pour les 80 ans de cette idée toujours d'actualité, les équipes qui conçoivent la RFAS, le comité de lecture, les coordonnateurs et les rédacteurs vous ont préparé un numéro spécial, une rencontre entre hier et aujourd'hui qui vous sera présentée dans les pages qui suivent. Un anniversaire, ça se fête avec les proches et, pour celui-ci, quelques parrains prestigieux ont été convoqués.

Bonne lecture.

LA RFAS, LIEU VIVANT DE RÉFLEXION ET DE DÉBATS

AVANT-PROPOS

Nicolas Eyguesier

Pour ses 80 ans, la *Revue française des affaires sociales* a imaginé un numéro spécial, qui ne suit pas tout à fait le parcours de fabrication désormais habituel (appel à contributions, équipe de coordinateurs), et se démarque à la fois de l'imposant numéro anniversaire de 2006, mais aussi de celui de 1986, qui tous deux à leur manière proposaient une histoire du fonctionnement de la revue et une rétrospective des thèmes traités. Le comité de lecture a choisi ici de reproduire des articles originaux et de demander à des membres de la revue de les commenter pour éclairer la manière dont les débats scientifiques et les politiques publiques avaient évolué. Il s'agit ainsi de concilier actualité de la recherche et mise en valeur de l'histoire d'une revue créée au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, et qui reste aujourd'hui bel et bien vivante, pour analyser les politiques sociales et de santé.

Une brève histoire de la revue

Le passé de la RFAS a été décrit par Albert Ziegler (1986), secrétaire général de 1965 à 1984, ainsi que par Pierre Le Crom (2006), qui s'est penché de façon méticuleuse sur les « années fastes » de 1946 à 1948. Vincent Viet (2006) a, quant à lui, rédigé une « histoire de l'histoire », c'est-à-dire la place de la discipline historique dans la RFAS, ainsi que des numéros commémoratifs (anniversaires de la Sécurité sociale). À partir de ces articles, nous pouvons résumer à grands traits les principales étapes de la revue.

Avant la RFAS, il y a la *Revue française du travail*, qui a elle-même pour ancêtre le *Bulletin de l'office du Travail*, édité à partir de 1894, et qui paraît sans discontinuer jusqu'en 1945, avec quelques variations de noms (*Bulletin du ministère du travail et de la prévoyance sociale* à partir de 1913, *Bulletin officiel du Secrétariat d'État au travail* à partir de 1941, *Bulletin officiel du ministère du Travail* à partir de 1943). Bulletin d'information, il contient également une rubrique spéciale consacrée à un thème d'actualité et des analyses de situations à l'étranger.

La naissance proprement dite de la *Revue française du travail* date d'avril 1946, dans un contexte « de profond renouvellement du ministère du Travail, pour répondre aux critiques dont il a fait l'objet pour avoir notamment collaboré, contre son gré, à la déportation de la main-d'œuvre française pour le III^e Reich » (Le Crom,

2006, p. 27). La plupart de ses auteurs sont des hauts fonctionnaires, et la revue s'appuie sur un comité consultatif présidé par le ministre du Travail et de la Sécurité sociale Ambroise Croizat, et composé de l'historien Lucien Febvre, des syndicalistes Benoît Frachon, Léon Jouhaux et Gaston Tessier, du vice-président du Conseil d'État René Cassin, de Pierre Laroque, etc. Jusqu'à la fin 1947, la *Revue française du travail* dépend d'un « Centre de la recherche du ministère du Travail », créé à l'initiative de la résistante et cheffe de cabinet d'Alexandre Parodi, Olga Raffalovich, et dirigé par Charles Bettelheim. Le prestige de ces noms, le rythme élevé de parution (mensuel), dans une période décisive pour l'histoire sociale de la France, dans laquelle l'administration joue un grand rôle, explique que ces « années fastes » de la revue aient retenu l'attention de la postérité. La reproduction dans ce numéro des articles d'Ambroise Croizat et Pierre Laroque et le point de vue de l'historien Léo Rosell sont un hommage à cette période glorieuse.

Par comparaison, la revue apparaît moins florissante les années suivantes. Albert Ziegler dénomme la période 1948-1954 « années faibles ». Le rythme devient irrégulier, trimestriel ou bimestriel, sans mention de direction de la revue ni de comité consultatif. Les « années difficiles » vont de 1955 à 1964. La revue cesse même de paraître en 1955. Il y a peu d'articles originaux, toujours pas de responsable gestionnaire ni de comité de rédaction ou de consultation. La revue est alors rattachée à la division de la statistique et de la documentation de la Direction générale du Travail et de la Main-d'œuvre, et les numéros sont complétés au moyen des rapports de la commission de la main-d'œuvre du Plan et de statistiques périodiques.

Elle se réanime en 1965, sous le secrétariat général d'Albert Ziegler et la direction du sociologue Yves Delamotte (jusqu'en 1968). C'est en 1967 qu'elle prend le nom de *Revue française des affaires sociales* en intégrant le *Bulletin du ministère de la santé publique et de la population* et commence à aborder des thèmes qui ne relèvent plus uniquement du travail, mais concernent aussi les affaires sociales au sens large, sous la houlette d'un « grand » ministère des Affaires sociales. Quand, en 1969, ledit ministère est à nouveau séparé en deux entités distinctes, Travail, Emploi et Population (confié à Joseph Fontanet) et Santé publique et Sécurité sociale (confié à Robert Boulín), il est question de scinder à nouveau la revue ; ce projet ne voit pas le jour, mais un nombre croissant de bulletins (signalés à l'intérieur de la revue et auxquels il est possible de s'abonner conjointement) prolifèrent à ses côtés.

Les années 1967-1986 se distinguent par une nouvelle maquette (à partir de 1977) qui fera la part belle à la couleur et voient la multiplication des numéros spéciaux, dont le fameux numéro sur « l'hospitalisation publique en France » (1977), préfacé par Michel Poniowski, alors ministre de la Santé publique et de la Sécurité sociale, tiré à 15 000 exemplaires (Ziegler, 1986, p. 17). Les bulletins statistiques sont alors exclus de la revue.

Les années qui vont de 1986 à 2000 sont documentées par les entretiens avec Marie-José Bernardot, rédactrice en chef de 1986 à 1990, et Elisabeth Zucker, de 1991 à 2000, retranscrits dans le numéro anniversaire de 2006 (Bernardot, 2006 et Zucker, 2006). Ces entretiens permettent de dévoiler les aspects pratiques, de fonctionnement et de fabrication de la revue.

Marie-José Bernardot nous apprend qu'à son arrivée en 1986 la revue comptait 2000 abonnés payants¹ et s'offrait des encarts publicitaires dans *Le Monde*. Avant internet, les articles étaient dactylographiés par les auteurs, relus par les membres du comité de rédaction, puis vérifiés par la secrétaire de rédaction (Aimée Toulgouat), avant d'être envoyés à l'Imprimerie nationale, où l'équipe se rendait pour relire les épreuves. Du point de vue du fonctionnement, l'implication du comité de rédaction dans le choix des articles date de cette époque. Jusqu'alors, selon Marie-José Bernardot, le rédacteur en chef décidait seul de la parution des articles. En effet, A. Ziegler nous explique qu'entre 1965 et 1984 un « comité de direction », immuable et composé de hauts fonctionnaires², ne se réunit qu'à l'occasion des numéros spéciaux (Ziegler, 2006, p. 16). Il est remplacé en 1985 par un « comité de rédaction³ », qui ne semble pas beaucoup plus actif. La revue est animée jusqu'alors essentiellement par un secrétariat de rédaction qui reçoit des articles spontanés, l'équivalent de nos « hors dossiers » actuels qui ne constituent aujourd'hui qu'une minorité de notre publication. Les thèmes des numéros sont fixés *ex-post* sur la base des articles reçus.

Élisabeth Zucker témoigne, quant à elle, de la poursuite de ces tendances. À son arrivée, dit-elle, elle se retrouve « face à un stock considérable de textes ». La constitution d'un numéro thématique s'imposait lorsque, par coïncidence, un grand nombre d'articles traitaient du même thème. Dans le même temps, le rôle du comité de rédaction évolue : il « passe commande » sur des sujets précis, ses membres proposant à la fois des thèmes et des auteurs. On mesure cependant la différence avec le fonctionnement actuel, où l'appel à contribution précède les articles reçus, qui sont lus de manière anonyme par les membres du comité et des experts extérieurs.

Quant à la période postérieure à 2000, nous possédons le témoignage, daté de 2006, de Mireille Elbaum, alors directrice de la Drees et, en tant que telle, directrice de publication de la RFAS. Elle décrit le tournant scientifique de la revue, consistant notamment à donner au comité de rédaction le rôle de comité de lecture. Signe de ce changement, le comité de rédaction devient avec le numéro 2001-1 « comité de rédaction et de lecture » puis en 2009 « comité de lecture ». Notons que cette année-là la revue ne publie qu'un numéro et qu'elle inscrit en guise de liste de noms la mention « le comité est en cours de renouvellement » et, il est vrai, les deux tiers du comité changent à cette époque⁴. En 2006, la revue n'est toujours pas en

1. Nous avons aujourd'hui environ 150 abonnements payants en format papier, sachant que la revue est essentiellement consultée en ligne.

2. À titre d'exemple, en 1982, la revue indique comme membres du « comité directeur », madame la ministre de la Solidarité nationale, monsieur le directeur de la Sécurité sociale, monsieur le directeur des Hôpitaux, etc., sans mentionner leurs noms.

3. Jean-Michel Belorgey, Lucien Brams, Jean-Simon Cayla, Jean Duliege, Jacques Dussiot, Aline Godard, William Grossin, André Labrousse, Michel Laroque, Patrick de Laubier, Serge Milano, Catherine Mermillod, Marie-France Mialon, Chantal Nicole, Michel Rezeau, Patrick Sansoy, Dominique Strauss-Kahn, Georges Tapinos, André Vianès, Hans F. Zacher.

4. Sur les vingt-trois membres du comité de 2008, seize le quittent. Subsistent Jean-Claude Barbier, Daniel Benamouzig, Gérard Cornilleau, Patrick Hassenteufel, François-Xavier Merrien, Michel Naiditch et Valérie Paris, rejoints par Claire Aubin, Gérard Badéyan, Didier Blanchet, Pierre Boisard, Dominique Bureau, Michel Dolle, Brigitte Dormont, Bruno Dumons, Patrice Duran, Thomas Fatome, Agnès Gramain, Étienne Gras, Jean-Michel Hourriez, Michel Legros, Yannick L'Horty, Pierre Lombrail, Jérôme Marchand-Arvier, Jean-Luc Outin, Thibaut de Saint Pol, Florence Thibault, Pierre-Yves Verkindt, Michel Villac, Jean-Philippe Vainquant et Florence Weber.

ligne. Mireille Elbaum, qui participe aux comités de lecture, décrit un fonctionnement proche du fonctionnement actuel, avec une discussion collégiale des articles, ainsi que la distinction entre articles scientifiques et « points de vue⁵ ». L'entretien avec Aurore Lambert en ouverture de ce numéro (qui couvre le fonctionnement de la revue de 2014, année de son arrivée comme secrétaire générale, à 2023) apporte des précisions sur la manière dont elle a œuvré au renforcement de l'exigence scientifique de la revue, notamment en imposant l'examen en double aveugle des articles et en favorisant les recommandations du comité pour améliorer la version soumise.

Les quarante et soixante ans

Ce numéro anniversaire pour les 80 ans de la *Revue française des affaires sociales* est donc le troisième du genre, après ceux de 1986 et de 2006, qui présentaient les 40 ans et 60 ans de la revue.

Le numéro de 1986 est relativement court (150 pages, 6 articles). Il a pour objet une histoire de la revue, au sens propre. L'article d'Albert Ziegler cité plus haut, retrace avec précision la fusion en 1967 entre la *Revue française du travail* et le *Bulletin d'information du ministère de la Santé et de la Population*, qui donnera naissance à la RFAS. Il engage, sur la base des articles antérieurement publiés par la revue, une étude historique des différents modèles de protection sociale en Europe, ainsi qu'une réflexion sur les distorsions entre les besoins sociaux et les contraintes de la production. Cinq autres articles complètent le numéro, celui d'André Vianès sur la protection sociale, de Chantal Nicole sur la représentation féminine, d'Annick Morel sur les personnes handicapées, de Suzel Anstett sur l'immigration, et enfin celui de Margaret Maruani sur « travail et emploi ». Ces cinq articles intègrent de longues citations présentées dans un ordre chronologique et une bibliographie exhaustive sur le thème choisi. Les thèmes font penser bien sûr à ceux retenus pour les 80 ans de la revue, et ces articles constituent un outil précieux pour le chercheur qui s'attelle à étudier une question dans la revue de façon transversale. Le statut particulier du numéro consacré au quarantième anniversaire n'empêche pas la publication des nouvelles, recensions, parutions au *Bulletin officiel* et au *Journal officiel*, ce qui montre sans doute qu'il a été considéré comme un « numéro spécial » comme un autre, pour utiliser un oxymore, qui se justifie par la liste des numéros spéciaux. On compte, entre autres, les « 60 ans du ministère de la Santé » (1980-4), « La Drogue » (1981-2), « La Femme médecin » (1982-3), « Quarante ans de Sécurité sociale » (1985-3), « Médecines différentes » (1986), etc. En résumé, quoique modeste dans ses ambitions, ce numéro anniversaire de 1986 reste un numéro précieux, auquel nous avons repris l'idée de reproduire d'anciens articles, mais cette fois *in extenso*. À noter, qu'il contient une préface en forme de lettre dactylographiée du ministère des Affaires sociales et de l'Emploi de l'époque, Philippe Seguin, signe de soutien de l'administration.

5. La distinction formelle semble dater du numéro 2003-2.

Le numéro de 2006 est d'une tout autre facture. Le volume est imposant, avec ses 340 pages, ses 17 articles auxquels s'ajoutent 9 entretiens. Il a été préparé deux ans en amont avec comme objectif « d'entreprendre un travail plus réflexif que commémoratif » (Leclerc, 2006, p. 8). Un comité de pilotage a été réuni pour l'occasion, comprenant, outre des membres du comité de lecture comme Jean-Pierre Le Crom ou Catherine Omnès, des membres de la Mission recherche (Mire) de la Drees, Pierre Strobel, Vincent Viet et Martine Sonnet, l'ancienne rédactrice en chef Élisabeth Zucker, la responsable du bureau de la politique documentaire au ministère Catherine Baude et, enfin, Gabrielle Clotuche, conseillère à la Confédération européenne des syndicats.

Le numéro s'appuie sur une étude de Laure Pitti, qui avait indexé de manière systématique tous les articles de la revue de 1946 à 2004. Ce travail de classification, qui a occupé la chercheuse à plein temps une année entière, était encadré par une convention de recherche Mire-Institut d'histoire du temps présent, et se donnait pour objectif :

« de procéder au dépouillement de tous les numéros de la revue depuis 1946 ; de dégager les grands thèmes ayant fait l'objet d'articles et de dossiers au cours des soixante années écoulées ; de mettre en perspective ces thèmes en identifiant les moments où ils apparaissent, se développent et disparaissent ; de pointer les thèmes absents en tenant compte de l'évolution de structures administratives et du champ de compétences des ministères sociaux, ainsi que des transformations socio-économiques ».

Résultat de ce travail, trois imposants volumes présents dans les archives de la Drees (Pitti, 2006a) et une synthèse publiée dans le numéro anniversaire des 60 ans (Pitti, 2006b).

De nombreux articles rétrospectifs composent ce numéro, tant sur le droit du travail (Olszak, 2006), que sur les notions de main-d'œuvre, emploi et travail de 1946 à 1988 (Barbier, 2006), ou encore sur l'hôpital (Schweyer, 2006), les structures administratives (Chatriot, 2006), le logement (Carriou & Haguenaucacères, 2006), la pauvreté (Strobel, 2006). Malheureusement, les archives de la RFAS ne permettent pas d'en savoir plus sur la formation de ce numéro, l'essentiel du dossier le concernant ayant été égaré. Seul le compte rendu d'une réunion du 27 juin 2006 a été conservé : on y trouve la trace d'articles qui n'ont pas été menés à terme : « L'immigration, une question sociale ? Soixante ans de publications de la *Revue française du travail – Revue française des affaires sociales*, 1946-2006 » de Laure Pitti ; « La définition des publics visés par la protection sociale » d'Olivier Pujolar, et enfin « La vigie et le capitaine ou les rapports entre l'évolution démographique et les enjeux des politiques sociales » d'Alain Jourdain.

Ce précédent numéro anniversaire représente un travail remarquable, qui témoigne du dynamisme de la revue au début des années 2000 et qui fournit matière à inspiration, mais qu'il aurait été vain de vouloir reproduire.